

Une semaine exceptionnelle

La semaine qui s'ouvre est décisive pour l'avenir de la recherche et des universités de notre pays.

Jamais une détermination aussi solidaire et partagée n'avait rassemblé autant d'enseignants-chercheurs, d'enseignants du supérieur, de chercheurs, en liaison étroite avec les personnels BIATOS et ITA, comme de manière croissante avec les étudiants.

Face à l'unité clairement exprimée sur des revendications lisibles connues : retrait du projet de décret relatif aux enseignants-chercheurs, retrait du dispositif gouvernemental de démantèlement de la formation des enseignants et des concours, exigence du rétablissement des emplois supprimés au budget 2009 et d'un plan pluriannuel de création d'emplois, refus de la précarité, refus de la casse du CNRS et des organismes de recherche; le président de la République et les ministres concernés tentent encore le passage en force et les manœuvres.

- arguments d'autorité et contre vérités dans le discours présidentiel
- convocation d'une réunion à l'ordre du jour dérisoire, par la ministre dans un périmètre conçu pour un "show" : un amphithéâtre, et plusieurs dizaines d'"invités" (CPU, "doyens",...) censés diluer la détermination des dizaines de milliers de collègues en grève et dans les manifestations. L'acharnement de la ministre à contourner les organisations syndicales et singulièrement le SNESUP dont l'engagement, les analyses et les propositions ne sont pas compatibles avec des compromissions est patent.
- instrumentalisation et pressions sur la CPU et la CDIUFM dont les textes rendus publics en fin de semaine sont totalement déconnectés de l'engagement des collègues et des VOTES des conseils.
- tentative de débauchage du SGEN et de l'UNSA (Sup'Recherche) conviés ensemble à un échange particulier avec la ministre mercredi matin.

Ces manœuvres ne sont plus de mise face à l'ampleur du mouvement et à sa maturité. Le SNESUP ignorera la pseudo-concertation lancée par Valérie Pécresse mercredi 11, comme, nous l'espérons, la plupart des personnes conviées à ce qui est aujourd'hui une farce.

La manifestation nationale se prépare avec des dizaines de cars, de places de train, et l'active mobilisation en région parisienne de toute la communauté des universités et de la recherche. L'appel à la grève, porté par le SNESUP, les collectifs et la coordination nationale, se redouble dans bien des établissements d'une journée "blanche" sans enseignement, pour faciliter les déplacements vers la manifestation de Paris.

De multiples horizons – présidents d'universités solidaires de leur communauté, fédérations syndicales, parlementaires, partis...- des positions publiques invitent le gouvernement à retirer les textes et mesures contestés. L'organisation de la coordination nationale, après des débats responsables associant des centaines de personnes, à Paris 8, au lendemain de la manifestation pour construire le succès définitif de nos revendications en est une autre preuve. Le SNESUP se félicite de toutes ces initiatives auxquelles il prend une part active, il appelle tous les universitaires et au-delà tous ceux qui tiennent aux services publics et aux statuts, comme tous ceux pour qui sans sciences et libertés la démocratie est un leurre, à être dans l'action le mardi 10 février.

Le SNESUP appelle à consolider la grève dès ce lundi 9 février avec l'objectif de paralyser toutes les activités dans les universités et tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche MARDI 10 FEVRIER et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement.

Pour renforcer la cohésion de cette formidable bataille universitaire, le SNESUP réunit sa direction nationale (CAN) et les représentants de chacune de ses sections syndicales ce mardi 10 au matin.

**Diffuser les appels à l'action ; informer les étudiants ;
alerter la presse et les élus et rendre compte de toutes ces initiatives sur le site SNESUP ;
organiser la visibilité SNESUP dans le cortège de la manifestation nationale de mardi 10 février**